



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI  
**Office fédéral des assurances sociales OFAS**

## **Circulaire concernant le splitting en cas de divorce**

valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 1997

**Etat: 1<sup>er</sup> janvier 2009**

318.104.01 f CSD

12.08

## Préface

La 10<sup>e</sup> révision de l'AVS entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1997. Dès cette date, les conjoints divorcés pourront demander le partage des revenus au sens de l'[art. 29<sup>quinquies</sup>, 3<sup>e</sup> al, let. c, LAVS](#). Cette circulaire règle la procédure de mise en œuvre du partage des revenus en cas de divorce. Elle fait partie intégrante des Directives et des Circulaires dans le domaine des rentes, volume 2.

Sous réserve de disposition contraires figurant dans cette circulaire, sont applicables par analogie:

- les Directives concernant les rentes (volume I), pour l'examen de l'état personnel et la détermination de la durée de cotisations des conjoints
- les Directives concernant le CA et le CI, pour l'obtention du CA, l'attribution de l'ordre de splitting, l'ouverture du CI et l'inscription au CI,
- les Directives techniques pour l'échange informatisé des données avec la Centrale, pour la procédure d'annonce,
- les Circulaire relative à la conservation des dossiers, pour la conservation de la demande de partage des revenus en cas de divorce.

Les futures changements et adaptations s'effectueront toujours au moyen d'une livraison de feuillets de remplacement.

**Circulaire concernant le splitting en cas de divorce  
Supplément 1, valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 1998**

Le présent supplément comprend les feuillets de remplacement ainsi que les nouveaux feuillets à insérer établis en fonction des modifications qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Chacun desdits feuillets porte, en bas à droite, la date du changement. Par ailleurs, tous les numéros marginaux modifiés sont mis en évidence par l'adjonction 1/98. Les feuillets remplacés doivent être systématiquement conservés et rangés dans les classeurs noirs prévus à cet effet, dans la mesure où ils continueront à être déterminants lors du calcul de prestations avec effet rétroactif.

Le supplément ne contient aucune modification fondamentale du système. Certaines précisions ont été apportées au niveau de la réglementation de la compétence des caisses. Une limite a été introduite dans la Circulaire lorsque les conjoints qui demandent l'exécution de la procédure de splitting ont divorcé à plusieurs reprises. Seuls les mariages dont les conjoints étaient eux-mêmes parties doivent être splittés (nouveau n° 2024).

## **Circulaire concernant le splitting en cas de divorce Supplément 2, valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000**

Le présent supplément 2 comprend les feuillets de remplacement ainsi que les nouveaux feuillets avec les modifications qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Chaque feuillet de remplacement porte, en bas à droite, la date du changement. Par ailleurs, tous les numéros marginaux modifiés sont mis en évidence par l'adjonction 1/00. Les feuillets remplacés doivent être conservés dans le classeur noir prévu à cet effet.

Ce supplément porte exclusivement sur des précisions du contenu de certains numéros marginaux ou des adaptations rédactionnelles (p. ex. les n<sup>os</sup> 3006 et 3007). Le partage des revenus ne doit être effectué que pour les années durant lesquelles les deux conjoints étaient assurés en Suisse. Si l'un des conjoints présente des lacunes d'assurance, ces dernières peuvent être comblées avec des périodes de remplacement. C'est par erreur que les n<sup>os</sup> 3006 et 3007 se réfèrent encore aux lacunes de cotisations alors que ces dernières ne doivent précisément pas être comblées.

Prêtait également à confusion la réglementation antérieure sur le partage des revenus durant des années de mariage où l'épouse était assurée en Suisse et le mari dans la Principauté du Liechtenstein. La nouvelle formulation précise clairement qu'il ne s'agit que d'un partage des revenus en faveur de l'épouse (n<sup>os</sup> 3011 et 3011.1).

Le problème du concours entre les chiffres-clé spéciaux 1 à 3 et 5 a été également soulevé à quelques reprises. Les chiffres-clé spéciaux 1 et 2 servent par exemple à désigner les revenus partagés provenant des années de jeunesse. Cela garantit que ces revenus soient en tout cas pris en compte en faveur du plus jeune des ex-conjoints lors d'un calcul de rente ultérieur. Si de tels revenus – qui avaient déjà été pris en considération pour le calcul d'une rente – étaient aussi partagés au moyen du chiffre-clé spécial 5, l'objectif initial ne serait pas atteint. Les chiffres-clé spéciaux 1 à 3 ont par conséquent la préséance (n<sup>o</sup> 4014.1) sur les chiffres-clé 4 et 5.

## **Préface**

Le présent supplément comprend les feuillets de remplacement ainsi que les nouveaux feuillets à insérer établis en fonction des modifications qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Chacun desdits feuillets porte, en bas à droite, la date du changement. Par ailleurs, tous les numéros marginaux modifiés sont mis en évidence par l'adjonction 1/03. Les feuillets remplacés doivent être systématiquement conservés et rangés dans les classeurs noirs prévus à cet effet, dans la mesure où ils continueront à être déterminants lors du calcul de prestations avec effet rétroactif.

Le supplément 3 contient des modifications d'ordre purement rédactionnel au regard de la nouvelle édition du volume 1 des Directives concernant les rentes.

Les futures changements et adaptations s'effectueront toujours au moyen d'une livraison de feuillets de remplacement.

## **Préface**

Le présent supplément 4 comprend les feuillets de remplacement ainsi que les nouveaux feuillets à insérer établis en fonction des modifications qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Chacun desdits feuillets porte, en bas à droite, la date du changement. Par ailleurs, tous les numéros marginaux modifiés sont mis en évidence par l'adjonction 1/04. Les feuillets remplacés doivent être systématiquement conservés et rangés dans les classeurs noirs prévus à cet effet.

Le supplément 4 contient une seule modification d'ordre matériel. Les revenus de l'activité lucrative de personnes mariées ne doivent plus être partagés lors d'un remboursement des cotisations.

Les futurs changements et adaptations s'effectueront toujours au moyen d'une livraison de feuillets de remplacement.

## **Préface**

Le présent supplément 5 comprend les feuillets de remplacement à insérer en fonction des modifications qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Chacun desdits feuillets porte, en bas à droite, la date du changement. Par ailleurs, tous les numéros marginaux modifiés sont mis en évidence par l'adjonction 1/05. Les feuillets remplacés doivent être systématiquement conservés et rangés dans les classeurs noirs prévus à cet effet.

Le supplément 5 contient une modification d'ordre rédactionnel ainsi que des modifications d'ordre matériel inhérentes aux trois-quarts de rentes entrés en vigueur dans le cadre de la 4<sup>e</sup> révision AI.

Les futurs changements et adaptations s'effectueront toujours au moyen d'une livraison de feuillets de remplacement.

**Préface au supplément 6, valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2007**

La seule modification est due à l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier 2007, de la nouvelle loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (Loi sur le partenariat; LPart).



## Table des matières

1.	Conditions pour le partage des revenus.....	10
2.	Demande de partage des revenus .....	11
2.1	Caisse de compensation compétente .....	11
2.1.1	Généralités .....	11
2.1.2	Personnes à l'étranger .....	12
2.2	Personnes légitimées à présenter la demande .....	13
2.3	Annexes à joindre à la demande.....	14
2.4	Lorsque l'identité d'un des conjoints ne peut être constatée.....	15
2.5	Limite en cas de divorces multiples.....	15
3.	Tâches de la caisse de compensation commettante.....	16
3.1	Examen de la qualité d'assuré .....	16
3.2	Périodes d'assurance accomplies au Liechtenstein jusqu'au 31 octobre 1996.....	18
3.3	Ordre de splitting .....	18
4.	Partage des revenus .....	20
4.1	Généralités .....	20
4.2	Lorsque le rassemblement des CI a déjà été effectué.....	21
4.3	Lorsque l'un des conjoints bénéficie ou a déjà bénéficié d'une rente AI.....	21
4.4	Inscription au CI dans certains cas particuliers .....	22
4.5	Tâches particulières des caisses de compensation participant à la procédure .....	23
5.	Aperçu des comptes.....	24
6.	Partage des revenus pour un des conjoints ayant droit à la rente.....	24
7.	Inscriptions au CI effectuées ultérieurement .....	25
8.	Annulation de l'ordre de splitting .....	25
9.	Octroi rétroactif d'une rente AI .....	26
10.	Entrée en vigueur .....	26
Appendice:	Lettres types.....	27

## 1. Conditions pour le partage des revenus

- 1001  
1/98 Les personnes dont le mariage a été dissous par un jugement de divorce entré en force peuvent demander que les revenus réalisés pendant les années civiles du mariage soient partagés et attribués par moitié à chaque conjoint et inscrits sur leur CI. Toutefois, sous réserve de la prise en compte des années de jeunesse et/ou des années d'appoint (n<sup>os</sup> 3004ss), seules seront soumises au partage des revenus, les années
- pendant lesquelles les deux conjoints ont été assurés à l'AVS et celles situées
  - entre le 1<sup>er</sup> janvier qui suit l'accomplissement de la 20<sup>e</sup> année du conjoint le plus jeune et le 31 décembre précédant la réalisation du cas d'assurance pour le conjoint qui le premier a droit à la rente ([art. 29<sup>quinquies</sup><sub>1</sub>](#), [4<sup>e</sup> al., LAVS](#)).
- 1002  
1/98 Les revenus que les conjoints ont réalisés au cours de l'année de la conclusion du mariage et au cours de l'année de la dissolution du mariage (la date de l'entrée en force du jugement de divorce est déterminante) ne sont pas partagés ([art. 50b, 3<sup>e</sup> al., RAVS](#)).
- 1003  
1/03 La nullité du mariage prononcée par le juge est assimilée à un divorce ([art. 50c, 1<sup>er</sup> al., RAVS](#)). Par conséquent, le mariage a tous les effets d'un mariage valable jusqu'à la déclaration de nullité ([art. 109, 1<sup>er</sup> al., CC](#)).
- 1004  
1/07 Les personnes dont le partenariat enregistré a été dissous judiciairement sont assimilées aux conjoints divorcés ([art. 13a, al. 3, LPGA](#)), raison pour laquelle les règles sur le splitting en cas de divorce s'appliquent sans exception. Le jugement de dissolution fait office de pièce probante.

## 2. Demande de partage des revenus

### 2.1 Caisse de compensation compétente

#### 2.1.1 Généralités

- 2001 La demande de partage des revenus peut être déposée auprès d'une caisse de compensation qui tient un CI de l'un des conjoints ([art. 50c, 2<sup>e</sup> al., RAVS](#)). Cette caisse de compensation sera la caisse de compensation commettante pour cette procédure.
- 2002 Si, toutefois, une rente de l'AVS ou de l'AI ou une allocation unique de veuve est ou a été versée à l'un des conjoints divorcés, la caisse de compensation auprès de laquelle se trouve le dossier de rente devient la caisse de compensation commettante ([art. 50g RAVS](#)). Si plusieurs conjoints antérieurs sont ou étaient bénéficiaires de rentes, la caisse de compensation commettante est celle qui a versé la première prestation.
- 2003 Si l'un des conjoints divorcés a droit à la rente et que l'autre conjoint a autrefois également bénéficié d'une rente, la caisse de compensation chargée de verser la rente en cours sera la caisse de compensation commettante.
- 2004 Si, par contre, les deux conjoints divorcés avaient déjà été autrefois au bénéfice d'une rente, la caisse de compensation du conjoint qui, le premier, avait droit à la rente devient la caisse de compensation commettante. Dans l'éventualité d'une rente pour couple qui fait ou faisait l'objet d'un versement, la caisse de compensation chargée de verser la rente pour couple tiendra lieu de caisse de compensation commettante.
- 2005 Dans les cas visés aux n<sup>os</sup> 2003 et 2004, la caisse de compensation commettante doit demander les dossiers de rentes à la caisse de compensation de l'autre conjoint.

### 2.1.2 Personnes à l'étranger

- 2006 Les demandes de partage des revenus émanant de conjoints vivant à l'étranger peuvent être adressées à la Caisse suisse de compensation ou à l'une des caisses de compensation en Suisse qui tient un CI.
- 2007 Si la demande est présentée à la Caisse suisse de compensation et que celle-ci tient un CI de l'un des conjoints, la Caisse suisse devient la caisse de compensation commettante.
- 2008 1/04 La Caisse suisse devient également la caisse de compensation commettante lorsque, en raison d'une demande de remboursement des cotisations émanant d'une personne divorcée (même lors d'un précédent mariage), il faut procéder au partage des revenus par ordre de splitting ([art. 29<sup>quinquies</sup>, 3<sup>e</sup> al., let. c, LAVS](#); [art. 4, 2<sup>e</sup> al., OR-AVS](#)).
- 2009 Dans les autres cas où la Caisse suisse ne tient pas elle-même de CI, elle déterminera la caisse commettante. Il s'agira de la dernière caisse mentionnée dans le registre central des assurés tenant un CI du conjoint présentant la demande. La demande lui sera transférée.
- 2010 Cela est également valable,
- lorsque la Caisse suisse constate, lors de la fixation de la rente d'un des conjoints, que le partage des revenus doit encore être effectué par ordre de splitting; ou
  - lorsque l'un des conjoints bénéficie ou a déjà bénéficié d'une rente de l'AVS ou de l'AI dont le versement est ou était en dernier lieu effectué par la Caisse suisse,
  - lorsqu'une personne divorcée dépose une demande de transfert des cotisations (conformément aux conventions de sécurité sociale conclues avec la Grèce, l'Italie ou la Turquie) et qu'il faut procéder à un partage des revenus avant d'effectuer le transfert, conformément à l'[article 29<sup>quinquies</sup>, 3<sup>e</sup> alinéa, lettre c, LAVS](#).
- 2011 Dans de tels cas, la Caisse suisse transfère la demande visant au partage des revenus avec les documents néces-

saies à cet effet – au besoin avec les copies des CI déjà rassemblés ou un aperçu des CI, ainsi qu’avec les indications relatives à la durée de cotisations (n° 2010, 2<sup>e</sup> tiret) à la caisse de compensation compétente selon le n° 2009. Cette dernière devient la caisse de compensation commettante. Une fois la procédure de partage effectuée, la caisse de compensation commettante transmet le CI additionnel (cf. n° 4006) à la Caisse suisse en vue de procéder au nouveau calcul de la rente en cours (cf. n° 6001).

- 2012 Dans ces cas, les demandes de renseignements de la caisse de compensation commettante adressées au conjoint vivant à l’étranger peuvent transiter par la Caisse suisse. Après la clôture de la procédure, le nouveau certificat d’assurance et l’aperçu des CI peuvent également être envoyés à la Caisse suisse qui les fera parvenir sans délai au conjoint. Dans les cas de rentes, la Caisse suisse sert toujours d’intermédiaire entre la caisse de compensation et l’assuré.
- 2013 Si la demande est présentée par le conjoint vivant en Suisse, les règles générales sont applicables (n<sup>os</sup> 2001ss).

## 2.2 Personnes légitimées à présenter la demande

- 2014 1/03 Les conjoints divorcés, leurs avocats ou d’autres représentants ([art. 37 LPGA](#)) sont habilités à présenter une demande de partage. Si l’un des conjoints est frappé d’incapacité, la demande devra être présentée par son représentant légal. La demande peut être présentée sur la formule 318.269.
- 2015 Les conjoints peuvent présenter la demande de partage ensemble ou séparément.
- 2016 Si la demande de partage est présentée par un seul des conjoints, la caisse de compensation compétente en informera l’autre conjoint en l’invitant à participer à la procédure et à faire parvenir les documents nécessaires. En outre, elle l’avisera que s’il refuse de participer à la procé-

ture, l'aperçu de ses comptes individuels ne lui sera pas remis ([art. 50f, 2<sup>e</sup> al., RAVS](#)).

- 2017 Si l'invitation à participer à la procédure ne peut être remise à l'autre conjoint ou si son adresse est inconnue, seul le conjoint qui a présenté la demande recevra un nouveau CA et un aperçu de ses comptes individuels ([art. 50 f, 2<sup>e</sup> al., RAVS](#)). Dans chaque cas, il y a lieu de procéder au partage des revenus pour les deux conjoints.

### **2.3 Annexes à joindre à la demande**

- 2018 On joindra à la demande des documents officiels attestant l'état personnel du conjoint. Sont considérés comme documents officiels, le livret de famille, un certificat individuel d'état civil ou un acte de famille, le permis d'établissement (permis de séjour), le passeport et la carte d'identité.
- 2019 Si l'un des conjoints refuse de participer à la procédure, si son adresse est inconnue, ou si, pour d'autres raisons, des documents relatifs à son état personnel ne peuvent être réunis, la caisse de compensation commettante adressera une demande de renseignement avec pièce justificative de l'état personnel à l'office d'état civil du lieu d'origine. La pièce justificative de l'état personnel ne peut toutefois être utilisée que pour des renseignements concernant les citoyens suisses.
- 2020 Si la vérification de l'état personnel de l'un des conjoints ne peut être effectuée, mais que son identité est connue, la caisse de compensation commettante se basera sur les indications fournies par le conjoint qui a présenté la demande.
- 2021 On joindra également à la demande un document duquel ressortira la date du divorce (jugement de divorce entré en force, livret de famille, etc.) ou celle du jugement en annulation ou en nullité du mariage.

- 2022 Dans la mesure du possible, on joindra également les CA des deux conjoints. Si l'un des conjoints n'a pas de CA ou que le CA n'est pas doté d'un numéro d'assuré à 11 chiffres, la caisse de compensation commettante devra se procurer un CA ou procéder à un échange de CA.

#### **2.4 Lorsque l'identité d'un des conjoints ne peut être constatée**

- 2023 Il n'est pas possible d'effectuer la procédure de splitting lorsque l'identité de l'un des conjoints ne peut être constatée. Si une personne a divorcé plusieurs fois et que l'identité de l'un des précédents conjoints n'est pas connue, le partage des revenus ne peut être effectué que pour les autres mariages, à condition toutefois que les années de mariage soumises au partage puissent être déterminées sans réserve. Cela se produit notamment lorsqu'une personne ne compte aucune lacune d'assurance durant les années – des autres mariages – qui font l'objet d'un partage des revenus. Tous les cas lors desquels un des précédents conjoints n'était pas identifiable doivent être transmis à l'OFAS pour appréciation.

#### **1/98 2.5 Limite en cas de divorces multiples**

- 2024 Si les conjoints demandant le splitting ont divorcé plusieurs fois, il faut procéder au partage des revenus également pour tous les mariages antérieurs. Il est possible de renoncer à ce partage s'agissant des mariages auxquels les conjoints divorcés n'étaient pas directement parties lorsqu'ils ne comptent eux-mêmes aucune lacune d'assurance – qui peut être comblée par des années de jeunesse ou des années d'appoint – durant les années de mariage.
- 1/98

### 3. Tâches de la caisse de compensation commettante

#### 3.1 Examen de la qualité d'assuré

- 3001 Pour déterminer les années durant lesquelles le partage des revenus peut être effectué, la caisse de compensation ordonne pour les deux conjoints un rassemblement des copies des CI (nombre-clé ARC 93) ou d'extraits de CI (nombre-clé ARC 98).
- 3002 Les conditions du partage des revenus sont remplies, lorsque, pendant le mariage, les conjoints étaient assurés pendant une même année civile. Il n'est cependant pas nécessaire d'examiner si les conjoints ont été assurés durant les mêmes mois (par exemple s'agissant des saisonniers ou des frontaliers) ou si l'obligation de verser la cotisation annuelle minimale a été remplie.
- 3003 Si une inscription au CI manque pour une certaine année civile et que le conjoint concerné a versé durant l'année précédente des cotisations en tant qu'indépendant, que personne n'exerçant pas d'activité lucrative ou que salarié dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations, on doit examiner si les revenus n'ont tout simplement pas été inscrits au CI, parce qu'ils n'ont pas encore fait l'objet d'une décision ayant force de chose jugée (cf. n° 4003).
- 3004 Si, durant le mariage, l'un des conjoints présente une lacune d'assurance d'une année entière pendant une année civile faute de remplir la qualité d'assuré (par exemple en cas de séjour ou d'activité lucrative exercée à l'étranger), la lacune peut être comblée par des années de jeunesse ou des années d'appoint ([art. 29<sup>quinquies</sup>, 4<sup>e</sup> al., let. b, LAVS](#)).
- 3005 Si, par contre, les deux conjoints présentent une lacune d'assurance d'une année entière pendant la même année civile, les années de jeunesse ou d'appoint ne peuvent être utilisées pour combler cette lacune.



- 3006 1/00 En dérogation aux dispositions concernant le calcul des rentes (voir DR), seules les lacunes d'assurance s'étendant sur une année entière sont comblées lors du partage des revenus. Cela signifie que les années civiles durant lesquelles la qualité d'assuré n'était remplie que partiellement ou la cotisation minimale n'a pas été entièrement versée ne sont pas comblées par des années de jeunesse ou d'appoint.
- 3007 1/00 La détermination de l'année de jeunesse utilisée pour combler une lacune se fait à rebours en partant du 31 décembre de l'année civile durant laquelle la personne assurée a eu 20 ans révolus. Les lacunes d'assurance sont comblées progressivement en allant de la plus ancienne à la plus récente, indépendamment du fait que ces lacunes se situent ou pas durant la période du mariage.
- 3008 Si les lacunes d'assurance durant le mariage peuvent être comblées au moyen des années de jeunesse, il y a lieu de procéder à l'inscription des revenus au CI du conjoint sous l'année de jeunesse effective.
- 3009 Lors de l'examen de l'existence et du nombre d'années de cotisations manquantes au sens de l'[art. 52d RAVS](#) qui peuvent être portées en compte à l'un des conjoints dans le cadre du partage des revenus, on tiendra toujours compte des années entières de cotisations que présente le conjoint jusqu'à la dissolution du mariage. Les mois de cotisations de l'année de la dissolution du mariage sont pris en compte, y compris celui où le jugement de divorce ou la déclaration de nullité a acquis force de chose jugée. Cela s'applique également si le partage des revenus n'a lieu qu'au moment du calcul de la rente.
- 3010 La prise en compte d'années d'appoint n'entre en considération qu'après l'utilisation de toutes les années de jeunesse à disposition pour combler les lacunes. Les lacunes de cotisations doivent être comblées en remontant dans le temps, en partant de l'année précédant le divorce, mais au plus tôt dès 1978.

### 3.2 Périodes d'assurance accomplies au Liechtenstein jusqu'au 31 octobre 1996

- 3011 Si, durant le mariage, l'épouse était assurée à l'AVS  
1/00 suisse et le mari à l'AVS du Liechtenstein, ces périodes sont prises en considération, pour le partage des revenus, en faveur de l'épouse jusqu'au 31 octobre 1996 et traitées comme si le mari avait été assuré en Suisse. Lorsque de telles situations surviennent, il est possible d'obtenir une copie des CI du Liechtenstein auprès des "liechtensteinische AHV/IV/FAK-Anstalten".
3011. Le partage des revenus s'effectue comme suit:  
1  
1/00
- La moitié des revenus réalisés par le mari au Liechtenstein durant les années de mariage est attribuée à l'épouse.
  - Les revenus de l'épouse ne sont pas partagés si, durant les années en cause, celle-ci a réalisé des revenus en Suisse et que le mari n'y était pas assuré.
  - Pour les années durant lesquelles le mari était assuré exclusivement à l'AVS du Liechtenstein, aucun revenu ne lui est crédité en Suisse.

### 3.3 Ordre de splitting

- 3012 Avant de donner un ordre de splitting, la caisse de compensation examine si un ordre de splitting n'a pas déjà été donné pour ces conjoints (nombre-clé ARC 95) en interrogeant le registre central des assurés.
- 3013 Après avoir effectué les examens nécessaires, la caisse de compensation indique aux caisses commises quelles sont les années où le partage des revenus doit être effectué ([art. 50d, 1<sup>er</sup> al., RAVS](#)). Cette période englobe également les années
- pour lesquelles les années de mariage sans cotisations peuvent être prises en compte en faveur des femmes, et ce jusqu'au 31 décembre 1996, conformément à l'art. 3, 2<sup>e</sup> al., let. b, LAVS (dans la version antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1997);

- pour lesquelles, après le 1<sup>er</sup> janvier 1997 (conformément à l'[art. 3, 3<sup>e</sup> al., let. a, LAVS](#)), le conjoint sans activité lucrative était assuré sans avoir versé de cotisations. Peu importe cependant que le double de la cotisation minimale ait été effectivement versé durant cette période (cf. n° 3002);
- pour lesquelles aucun revenu n'a encore été porté au CI (par ex. à défaut de communication fiscale ou de contrôle d'employeur);
- durant lesquelles un des conjoints a touché une demi ou un quart de rente de l'AI. Contrairement au partage des revenus en cas de rentes d'invalidité entières (n° 4009), il faut également procéder au partage des revenus de l'activité lucrative réalisés par des conjoints partiellement invalides ainsi que des cotisations versées en tant que non actifs.

3014 Un ordre de splitting séparé doit être donné simultanément pour chaque conjoint. Cet ordre mentionnera le numéro d'assuré le plus récent. L'ordre de splitting doit également être donné lorsque seule la caisse commettante tient un CI. Si les années de mariage se situent durant la période d'octroi d'une rente AI entière ou que les revenus réalisés pendant les années de mariage ont déjà été pris en considération pour le calcul d'une rente (chiffres-clés spéciaux 4 et 5, cf. n° 4014), l'ordre de splitting ne sera donné que pour le conjoint non invalide.

3015 Les années durant lesquelles il y a lieu d'effectuer le partage des revenus doivent figurer par ordre croissant dans l'ordre de splitting et y être désignées par le chiffre-clé spécial au sens du n° 4014 lorsqu'il s'agit du partage

- des années de jeunesse et
- des revenus insérés dans une lacune d'assurance de l'autre conjoint qui peut être comblée par des années de jeunesse ou d'appoint.

## 4. Partage des revenus

### 4.1 Généralités

- 4001 En principe, tous les revenus inscrits au CI de la personne assurée sont partagés par moitié pendant les années de mariage. Toutes les inscriptions se rapportant à une année de cotisations donnée sont additionnées et le total ou le montant net ainsi obtenu est partagé. Si le partage n'aboutit pas à des francs entiers, il faut arrondir au prochain franc entier immédiatement supérieur.
- 4002 Si des salaires s'étendant sur deux années civiles sont inscrits au CI d'un ou des deux conjoints durant les années de mariage et que le partage des revenus ne doit pas être effectué pour les deux années, ces revenus doivent être tout d'abord répartis sur les années de cotisations respectives, conformément à la durée de cotisations figurant au CI. L'ordre de splitting ne pourra être exécuté que par la suite. Si l'ordre de splitting comprend par contre les deux années civiles, il n'y a pas lieu de procéder à cette répartition.
- 4003 Si au moment du partage des revenus, le revenu afférent à une ou plusieurs années civiles n'est pas encore inscrit au CI à défaut d'une décision en matière de cotisations ayant force de chose jugée (pour les indépendants, personnes sans activité lucrative ou pour des salariés dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations), le partage ne peut être effectué pour ces années. Lors de l'envoi de l'aperçu des CI aux conjoints, ceux-ci doivent être informés qu'il sera procédé ultérieurement au partage des revenus afférent à ces années. Les n<sup>os</sup> 7001 et 7002 sont applicables à la procédure.
- 4004 Si le conjoint de la personne assurée ne dispose pas encore de CI auprès de la caisse de compensation, un nouveau CI doit être ouvert, sous réserve du n<sup>o</sup> 4006.

## **4.2 Lorsque le rassemblement des CI a déjà été effectué**

- 4005 Lorsqu'un rassemblement des CI de la personne assurée a déjà été effectué pour une rente AVS ou AI, les revenus antérieurs au rassemblement des CI correspondant aux années civiles du mariage doivent être pris en compte par la caisse de compensation commettante et inscrits par moitié sur le CI du conjoint.
- 4006 Un CI additionnel comprenant les revenus partagés attribuables (inscription négative) doit être établi pour la personne ayant droit à la rente. Il doit être pris en considération pour recalculer la rente en cours (cf. n° 6001) ou en vue d'un calcul ultérieur (lorsque le droit à la rente est déjà éteint). Dans ce cas, il est possible de se référer au total des revenus inscrits par année de cotisations.

## **4.3 Lorsque l'un des conjoints bénéficie ou a déjà bénéficié d'une rente AI**

- 4007 Pour les années civiles durant lesquelles l'un des conjoints est ou a été au bénéfice d'une rente d'invalidité, le revenu annuel moyen déterminant pour la rente d'invalidité est partagé et inscrit annuellement au CI de l'autre conjoint en tenant compte des adaptations intervenues entre-temps (sans inscription négative sur le CI du conjoint invalide). On procédera comme suit:
- 4008 – Le revenu annuel moyen déterminant pour la rente d'invalidité du conjoint invalide est pris en compte dès le 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile au cours de laquelle le droit à la rente prend naissance (ou suivant le mariage) jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle le droit s'éteint (ou précédant le divorce).
- 4009 – Lorsqu'il s'agit d'une rente d'invalidité entière ou de  
1/05 trois-quarts, le revenu annuel moyen déterminant entier est pris en considération pour le partage des revenus. Les revenus réalisés par le conjoint invalide en fonction

de sa capacité résiduelle de travail ou les cotisations de personnes invalides sans activité lucrative correspondant à cette période ne sont toutefois pas pris en compte pour le partage des revenus ([art. 51, 4<sup>e</sup> al., RAVS](#)). Ces années ne doivent pas figurer dans l'ordre de splitting (n<sup>os</sup> 3012ss).

- 4010 – Lorsque le conjoint invalide ne bénéficiait que d'une demi-rente ou d'un quart de rente, seule la moitié du revenu annuel moyen déterminant sera prise en compte pour le partage des revenus. Il est dès lors prévu d'octroyer un quart du revenu annuel moyen déterminant au conjoint non invalide. Si, durant cette période, le conjoint invalide avait encore réalisé un revenu, celui-ci est également pris en compte pour le partage des revenus ([art. 51, 5<sup>e</sup> al., RAVS](#)). Cela s'applique également pour d'éventuelles cotisations versées à titre de non-actif.
- 4011 Si, suite à une modification du degré d'invalidité durant  
1/09 l'année civile, le montant de la rente (rente entière, trois-quarts, demi ou quart de rente) a subi une augmentation ou une diminution, le partage des revenus (n<sup>o</sup> 4009 ou 4010) doit toujours être effectué en prenant en considération le degré d'invalidité le plus élevé durant l'année civile.
- 4012 supprimé  
1/09
- 4013 Les revenus du conjoint qui n'est pas invalide sont partagés selon les principes généraux (n<sup>o</sup> 1001).

#### **4.4 Inscription au CI dans certains cas particuliers**

- 4014 Dans certains cas particuliers, les revenus partagés doivent être inscrits au CI avec le chiffre-clé suivant:

- 1 = Revenus partagés issus des années de jeunesse
- 2 = Revenus partagés, qui sont insérés dans une lacune d'assurance de l'un des conjoints s'étendant sur une année entière, lacune qui peut être comblée en tenant compte d'une année de jeunesse au sens du n° 3007
- 3 = Revenus partagés, qui sont insérés dans une lacune d'assurance de l'un des conjoints s'étendant sur une année entière, lacune qui peut être comblée en tenant compte d'une année d'appoint au sens du n° 3009
- 4 = Revenu annuel moyen déterminant partagé pour les années civiles où l'un des conjoints était bénéficiaire d'une rente d'invalidité (n<sup>os</sup> 4007ss)
- 5 = Revenus partagés déjà pris en compte pour une rente (n° 4005)

4014. Les chiffres-clé spéciaux 1 à 3 ont la préséance sur les chiffres-clé spéciaux 4 et 5. Lorsqu'un RCI pour une rente avait déjà été effectué avant le partage des revenus (cf. n° 4005), les années de jeunesse ou d'appoint partagées doivent toujours être inscrites avec les chiffres-clé spéciaux 1 ou 3.

#### **4.5 Tâches particulières des caisses de compensation participant à la procédure**

4015 Après le partage des revenus, une copie du CI doit être envoyée à la caisse de compensation commettante. Ceci est également valable lorsque la caisse de compensation commise n'a inscrit au CI aucun revenu pour les périodes communiquées dans le cadre de l'ordre de splitting et n'a par conséquent pas procédé à un partage. Si une caisse de compensation tient les CI des deux conjoints, les inscriptions aux CI ne peuvent être transmises à la caisse de

compensation commettante qu'après exécution des deux ordres de splitting.

## **5. Aperçu des comptes**

- 5001 Après avoir reçu les avis des caisses de compensation participant à la procédure, la caisse commettante constitue pour chaque conjoint un aperçu des CI se rapportant à toutes les années de cotisations y compris les années hors mariage ([art. 50e, let. d, RAVS](#)).
- 5002 La caisse de compensation est libre de donner la forme qu'elle veut à l'aperçu des CI. Celui-ci doit toutefois contenir au moins les indications suivantes:
- indication qu'il contient des revenus partagés;
  - année de cotisations;
  - revenu déterminant et indication des bonifications pour tâches d'assistance;
  - indication des années durant lesquelles un partage des revenus a été effectué.
- 5003 Si, pour une même année civile, plusieurs caisses ont des inscriptions au CI, celles-ci doivent être additionnées par année sur l'aperçu des CI. Les bonifications pour tâches d'assistance doivent y figurer séparément.
- 5004 Les conjoints dont l'adresse ou le lieu de séjour est inconnu, ou qui ont refusé de participer à la procédure ne reçoivent pas d'aperçu des CI.
- 5005 Un commentaire doit être joint à l'aperçu des CI. Les  
1/03 conjoints qui estiment l'aperçu insuffisant ou qui contestent le partage des revenus ont la possibilité de demander un extrait des CI.

## **6. Partage des revenus pour un des conjoints ayant droit à la rente**

- 6001 Si l'un des conjoints bénéficiait d'une rente au moment du partage des revenus et si le divorce ayant force de chose



jugée a été prononcé après le 1<sup>er</sup> janvier 1997, la rente devra être recalculée sur la base des revenus partagés après la procédure de partage. A cet effet, la caisse de compensation commettante effectuera d'office un nouveau rassemblement des CI pour le conjoint au bénéfice d'une rente.

- 6002 Il n'y a pas lieu, après avoir recalculé la rente d'un des conjoints conformément au splitting, de lui remettre un aperçu des CI. La fixation du nouveau montant doit être motivée dans la décision de manière suffisamment étayée et compréhensible.

### **7. Inscriptions au CI effectuées ultérieurement**

- 7001 Si, après le partage des revenus, des corrections ou des inscriptions supplémentaires doivent être effectuées dans le CI de l'un des conjoints pour des périodes du mariage (contrôles d'employeurs, cotisations personnelles faisant l'objet d'une décision définitive, cotisations irrécouvrables, inscription de bénéficiaires en capital, gains de liquidation, etc.), les revenus correspondants doivent être répartis et également inscrits sur le CI de l'autre conjoint.
- 7002 Dans les cas où des inscriptions au CI sont effectuées ultérieurement, la caisse de compensation commettante n'en sera pas informée et les conjoints ne recevront pas un nouvel aperçu des CI

### **8. Annulation de l'ordre de splitting**

- 8001 Les directives concernant le CA et le CI sont applicables pour l'exécution de cette procédure.
- 8002 En cas de remariage avec un précédent conjoint, il n'y a pas lieu d'annuler un ordre de splitting déjà exécuté.

## 9. Octroi rétroactif d'une rente AI

- 9001 Il n'est pas nécessaire d'annuler un ordre de splitting déjà exécuté lorsqu'une rente AI est accordée rétroactivement pour des années lors desquelles le partage des revenus a déjà été effectué.
- 9002 Dans un tel cas, la caisse de compensation tenue de verser la rente doit ouvrir un nouveau CI en faveur du conjoint non invalide (cf. n° 4004). De surcroît, elle doit partager et attribuer le revenu annuel moyen déterminant pour la rente d'invalidité (n<sup>os</sup> 4007ss), et ce pour les années civiles du mariage lors desquelles l'ordre de splitting a été exécuté (n<sup>os</sup> 3012ss).
- 9003 1/05 En cas d'octroi d'une rente AI entière ou de trois-quarts, le conjoint non invalide se verra attribuer la moitié du revenu annuel moyen déterminant. Lorsqu'il s'agit d'une demi ou d'un quart de rente, il convient d'attribuer le quart du revenu annuel moyen déterminant.
- 9004 Si la Caisse suisse est compétente pour le versement des rentes et qu'elle ne tient, elle-même, pas de CI (n° 2009), il lui appartient de donner l'ordre de procéder à l'ouverture des CI et à l'inscription des revenus à la caisse de compensation ayant exécuté l'ordre de splitting.

## 10. Entrée en vigueur

- 10001 Cette Circulaire entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

## **Appendice: Lettres types**

### **Lettre I: Invitation aux ex-conjoints à participer à la procédure**

Madame, Monsieur,

Les rentes de vieillesse et d'invalidité revenant aux personnes divorcées doivent être calculées sur la base des revenus partagés pendant le mariage. Il est préférable, afin d'éviter des retards dans la procédure de partage des revenus, que les ex-époux s'annoncent conjointement dès que possible, une fois le divorce prononcé. La fixation des rentes pourra ainsi être assurée sans retard.

Votre ex-conjoint a adressé à notre caisse une demande en vue de procéder au partage des revenus (voir copie de la demande ci-jointe). Nous vous prions dès lors de remplir les rubriques mentionnées figurant dans la copie de la demande ci-jointe et de nous faire parvenir ce formulaire accompagné des documents nécessaires dans les plus brefs délais.

La procédure suivra son cours quand bien même vous souhaiteriez renoncer à y participer. Une telle renonciation impliquera en outre que vous ne bénéficierez, une fois la procédure terminée, ni d'une nouvelle carte AVS, ni d'un aperçu des comptes, ce dernier permettant d'avoir une vue d'ensemble sur le partage des revenus.

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

#### *Annexes:*

- Copie de la demande visant au partage des revenus en cas de divorce
- enveloppe-réponse

**Lettre II: Retard dans l'exécution de la procédure**

Madame, Monsieur,

La 10<sup>e</sup> révision entraîne d'importants changements concernant le droit à la rente et le calcul des rentes dans l'AVS et dans l'AI. L'introduction de la procédure de splitting en cas de divorce en fait partie. Les dispositions transitoires de la 10<sup>e</sup> révision de l'AVS prévoient en outre l'octroi de nouvelles rentes ou des améliorations de rentes à l'intention de certaines catégories de personnes. Cela entraîne des demandes de prestations supplémentaires. Les caisses de compensation ont donc établi un ordre de priorités selon lequel les demandes qui entraînent directement un droit à une rente doivent être traitées en premier lieu. Des retards dans les versements des rentes seront ainsi évités. Les demandes qui n'engendrent pas directement un droit à une rente ou qui n'influencent pas une rente en cours, comme par exemple la demande de partage des revenus en cas de divorce, n'appartiennent pas à cette catégorie et seront donc traitées dans un deuxième temps.

Vous avez adressé le ... à notre caisse de compensation une demande en vue de procéder au partage des revenus suite à votre divorce. Pour les raisons avancées ci-dessus et comme cette procédure ne concerne pas une rente en cours, nous devons vous prier de patienter. La procédure sera exécutée dès que possible. Ce retard ne vous causera aucun désagrément.

En vous remerciant de votre compréhension, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.